



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

dette publique

Question au Gouvernement n° 2507

Texte de la question

DETTE DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Étienne Blanc, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Étienne Blanc. Monsieur le Premier ministre, j'aimerais, sur un sujet aussi important que les élections qui viennent d'avoir lieu en Grèce, recevoir autre chose que des réponses approximatives et que vous n'alliez pas chercher chez Platon ou Aristote des réponses qui devraient être financières. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Sébastien Denaja. Donneur de leçons !

M. Étienne Blanc. Monsieur le Premier ministre, le peuple grec a fait le choix de placer le parti de M. Tsipras à la tête de la Grèce en lui offrant 149 sièges sur 300.

M. Yves Durand. C'est un chiffre approximatif !

M. Étienne Blanc. Cela aura évidemment des incidences sur la politique française vis-à-vis de la Grèce.

Vous avez annoncé ce matin que le rôle de la France sera d'accompagner la Grèce. Ma question est extrêmement précise : quelles sont les conditions dans lesquelles la France va accompagner la Grèce ?

J'imagine que lorsque vous disiez cela, vous parliez de la renégociation de la dette.

M. Bernard Accoyer. Qui correspond à 2 000 euros par foyer fiscal français !

M. Étienne Blanc. Quand la Grèce demandera que ses créanciers renoncent à une partie du capital qu'elle a emprunté, quelle sera la position de la France ?

Quand la Grèce demandera une renégociation des taux d'intérêt, alors qu'elle a déjà obtenu beaucoup, quelle sera la position de la France ?

M. Guy Geoffroy. Bravo !

M. Étienne Blanc. Quand la Grèce demandera un nouvel échéancier, quelle sera la position de la France ? *(« Très bien ! » et applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Le ministre nous disait tout à l'heure que nous verrions cela avec l'Eurogroupe, mais nous sommes ici devant le

Parlement français et nous vous demandons quelle sera la position de la France.

M. Guy Geoffroy. Absolument !

M. Étienne Blanc. C'est important pour notre créance de 40 milliards d'euros et pour les taux d'intérêt, car la politique que vous mènerez aura une incidence sur le niveau des taux.

Nous attendons une réponse précise, monsieur le Premier ministre, et non pas que vous tergiversiez sur la position qui sera adoptée demain ou après-demain par l'Eurogroupe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget.

M. Christian Eckert, *secrétaire d'État chargé du budget.* Monsieur le député, vous l'avez souligné, la France n'est pas la seule à détenir des créances sur la Grèce.

M. Claude Goasguen. Nous le savons !

M. Christian Eckert, *secrétaire d'État.* S'il est vrai que, de façon bilatérale ou en termes de garantie, les créances de la France s'élèvent à près de 41 milliards d'euros,...

M. Philippe Armand Martin. Cahuzac !

M. le président. Si vous voulez écouter la réponse du Gouvernement, veuillez garder le silence !

M. Christian Eckert, *secrétaire d'État.* ...la France n'est pas seule. Et, dans un marché financier ouvert et concurrentiel, comme vous le savez, nous ne sommes pas en capacité de fixer des taux ni de renégocier des durées de façon unilatérale.

Il ne vous a pas échappé que la Grèce se trouve dans la zone euro et il ne vous a pas échappé non plus que personne, pas même les Grecs eux-mêmes, ne souhaite sa sortie de l'euro. Assurer l'équilibre et la stabilité d'une monnaie au sein d'un regroupement communautaire nécessite – et c'est ce qu'ont entrepris de faire Michel Sapin et nos partenaires européens au cours des dernières heures – une action collective et coordonnée de l'ensemble des partenaires de la monnaie unique.

M. Julien Aubert. Aristote, reviens !

M. Christian Eckert, *secrétaire d'État.* Concernant l'abandon de créance, la position de la France est claire : il n'y en aura pas.

M. Claude Goasguen. La réponse !

M. Christian Eckert, *secrétaire d'État.* Discussions, travail sur les modalités, les durées et les taux d'intérêt...

M. Alain Marsaud. Bla bla bla !

M. Philippe Armand Martin. C'est l'argent de nos impôts !

M. Christian Eckert, *secrétaire d'État.* ...ce n'est pas en vingt-quatre heures et de façon unilatérale que nous répondrons à cette question, mais nous le ferons en toute transparence et devant votre commission des finances. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Étienne Blanc](#)

Circonscription : Ain (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2507

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 janvier 2015](#)